

#FEMMES2017 : Rapport final

Que proposent les candidats à la présidentielle pour l'égalité femmes-hommes ?

Qui sommes-nous ?

Politiqu'elles est une association loi 1901 créée en 2013 pour œuvrer à la promotion des femmes dans la société. Ayant une activité centrale à Paris, au campus de Sciences Po, elle est depuis devenue une association nationale avec des branches dans plusieurs villes en France. Féministe, Politiqu'elles milite pour la parité dans la vie politique, pour une meilleure représentation dans les médias et pour un accès plus facile au monde de l'entreprise. Mixte et inclusive, elle est transpartisane. Elle a été fondée par Fatima EL OUASDI.

Quels sont nos constats ?

Nous partons du constat que les femmes sont sous-représentées au Parlement, dans les débats télévisés ou encore à la tête des grandes entreprises. Si de nombreux progrès ont été réalisés ces dernières décennies, ces problèmes sont loin d'être réglés. Qu'il n'y ait qu'une femme PDG du CAC40 ou qu'aucune femme ne dirige un ministère régalien pose question à l'heure où certains pensent que le combat féministe est réglé. Par ailleurs, d'autres sujets comme le harcèlement de rue ou dans les transports en commun nous interpellent et nécessitent selon nous une réponse politique forte.

Que mettons-nous en place pour la présidentielle ?

Nous souhaitons mettre au cœur du débat présidentiel la question de l'égalité femmes-hommes au delà des clivages politiques. Le but est de voir émerger un débat concret et des engagements clairs pour celle ou celui qui sera élu-e en mai prochain.

Nous avons sollicité les candidat-e-s à la présidentielle pour une rencontre autour de leur programme, depuis novembre 2016. Nous avons rencontré :

- six des sept équipes de la primaire de la droite et du centre ;
- quatre des six équipes de la primaire de la Belle alliance populaire ;
- et au total **sept des onze candidats à la présidentielle** (dans l'ordre du tirage au sort du Conseil constitutionnel) : Nicolas DUPONT-AIGNAN (p.2), Marine LE PEN (p.6), Emmanuel MACRON (p. 10), Benoit HAMON (p.14), Nathalie ARTHAUD (p.17), Jean-Luc MELENCHON (p. 20) et François FILLON (p. 25).

Ce rapport s'intéresse uniquement aux candidat-e-s que Politiqu'elles a pu rencontrer. Une version exhaustive est disponible sur le site internet avec tous les candidat-e-s.

Pour toute remarque / question, écrivez nous à contact@politiquelles.org

1. Programme de Nicolas Dupont-Aignan et compte-rendu de la rencontre avec son équipe – 22 mars 2017

Les propositions de Nicolas Dupont-Aignan sont les suivantes :

Lutte contre les violences physiques et psychologiques :

1. Libérer les femmes des « prisons textiles » dans les universités, les hôpitaux et les entreprises par le bannissement de tous signes d'appartenance religieuse dans ces lieux comme cela a été fait à l'école.
2. Créer un centre d'hébergement d'urgence (par intercommunalité) pour répondre à la détresse des femmes victimes de violences, à l'image de l'action réussie de Yerres qui a mis à disposition 7 logements gérés par l'Association LEA.
3. Mettre à disposition un nombre suffisant de téléphones « touche grand danger », pour qu'il n'y ait plus de femmes qui meurent sous les coups (121 en 2013 !).
4. Renforcer les sanctions contre les propos et images misogynes allant jusqu'à l'appel à la violence, notamment dans les chansons.
5. Mettre en place un vrai plan de lutte contre le harcèlement, notamment dans la rue, avec la création d'une amende spécifique dissuasive en plus des peines de prison.
6. Mettre en place des peines planchers d'une implacable sévérité envers les auteurs de violences conjugales ou pas faites aux femmes.
7. Aider les femmes victimes des réseaux de prostitution à retrouver leur liberté (aide aux associations, lutte contre les trafics, etc.).
8. Favoriser les campagnes d'information sur la contraception réalisées par le Planning familial y compris auprès des jeunes au lycée.
9. Instaurer un service national civique et militaire mixte (femmes et hommes ensemble) de trois mois, au cours duquel les jeunes auront droit à un passage du permis de conduire.

Égalité dans l'entreprise et conciliation vie privée/vie professionnelle

1. Créer un label 'F - H', permettant un allègement de cotisations pour les entreprises respectant l'Égalité salariale.
2. Mettre en place un droit à la formation suite à un congé maternité ou congé parental pour faciliter les évolutions professionnelles.
3. Infléchir la politique de santé publique afin que l'offre de soins spécifiques aux femmes (gynécologie, maternité, accès à l'IVG, fréquence des tests de dépistage et de contrôle...) soit correctement assurée.

Égalité devant la retraite

- Améliorer la protection des conjointes de commerçants, artisans et agriculteurs qui ont œuvré à l'activité de leur conjoint en validant plus souplesment leurs trimestres de cotisation vieillesse.
-

L'avis de Politiqu'elles sur le programme de Nicolas Dupont-Aignan et compte-rendu de la rencontre avec Anne Boissel, vice-présidente de Debout la France

Nous avons pu rencontrer **Anne Boissel**, agricultrice, maire d'une commune du Calvados et vice-présidente de Debout la France, chargée de l'agriculture et du monde paysan et porte-parole de Nicolas Dupont-Aignan pour l'élection présidentielle. Séduite par les idées défendues par le parti, elle s'est engagée sur le tard en politique, privilégiant l'action sur le terrain à travers ses mandats locaux. Si le candidat est souvent présenté dans les médias sous le prisme de son combat par rapport à l'Union européenne et de ce fait rangé dans le camp des conservateurs (en particulier pour ses positions sur l'immigration et la sécurité), entre François Fillon et Marine Le Pen, **certaines de ses propositions en matière d'égalité femmes-hommes traversent les clivages et peuvent surprendre, comme favoriser les campagnes d'informations du Planning familial sur la contraception ou donner un label aux entreprises respectant l'égalité salariale, des idées que nous avons davantage l'habitude de voir chez des candidats de gauche.**

Égalité professionnelle

Nous notons que plusieurs propositions rejoignent des idées que Politiqu'elles défend dans la campagne présidentielle, notamment l'égalité salariale, qui n'est pas respectée et que le secret des rémunérations entretient puisqu'il ne permet pas toujours de comparer les salaires. **Créer un label pour soutenir les entreprises est une bonne mesure même si elle devrait s'accompagner d'une forte publicité afin d'inciter les autres à faire de même, si ce ne sont des sanctions pour celles qui continuent à moins payer les femmes pour des tâches et des horaires équivalents.** Il faudrait déjà commencer par appliquer les lois existantes et donner les moyens à l'administration de le faire. Par ailleurs, mettre en place un droit à la formation après un congé parental permettrait effectivement de ne pas réduire les opportunités professionnelles des femmes qui choisissent de s'occuper de leur enfant et souhaitent reprendre ensuite une activité.

Laïcité

Le fait que la lutte contre les signes religieux ostentatoires figure en première position du programme nous a néanmoins interpellé, comme s'il s'agissait de la mesure la plus importante du programme. Anne Boissel nous précise que dans le contexte

actuel, il s'agit d'un sujet primordial. Même s'il n'est pas nommé, nous comprenons qu'il s'agit du voile dont on parle. **Le candidat prône son interdiction dans les universités, les hôpitaux et les entreprises puisqu'il réduit les femmes qui le portent à une soumission, imposée ou choisie, mais qui ne peut pas s'accommoder d'une certaine idée de l'émancipation de la femme.** Notre interlocutrice cite Nadia Remadna (créatrice de la Brigade des mères) et Zineb (journaliste à Charlie Hebdo) comme des femmes inspirantes sur la laïcité mais reconnaît toutefois que les dispositions juridiques permettant de mettre en place la proposition de Nicolas Dupont-Aignan sont à approfondir, en témoigne la législation actuelle, française et européenne.

Violences contre les femmes, éducation et sexisme politique

Nous avons été séduit de voir que le candidat prend réellement en compte le sujet du harcèlement et des violences faites aux femmes, qu'il s'agisse d'une amende spécifique en plus des peines de prison, des peines planchers, de la lutte contre les réseaux de prostitution et surtout de la création de centre d'hébergement d'urgence pour femmes battues, beaucoup de femmes ne quittant pas leur conjoint violent faute de pouvoir subvenir à leurs besoins et/ou n'ayant pas des proches pouvant les héberger. **Renforcer les sanctions contre les propos et images misogynes paraît de bon sens, même si préciser "dans les chansons" laisse entendre que seul le rap serait le problème,** alors que chaque année des parlementaires se font remarquer par leurs propos sexistes ou leurs comportement misogyne (des députées sifflées à l'Assemblée par exemple) et qu'en plus de lutter contre la misogynie, il nous semble que l'éducation est primordiale pour prévenir le développement chez les jeunes de pensées sexistes. Nous insistons alors auprès d'Anne Boissel, qui semble avoir conservé du débat sur les études de genre qu'**une vision assez caricaturale développée dans les médias** (certains politiques focalisant sur le fait que Najat Vallaud-Belkacem souhaitait faire porter du rose aux garçons et faire jouer les filles au rugby), pour rappeler que cette éducation là vise surtout à montrer que le genre est une construction sociale et que le fait que la place naturelle de la femme est au foyer et que les hommes sont meilleurs pour faire de la politique est un héritage historique qu'il faut combattre et non une vérité tombée du ciel. Les choses présentées sous cet angle, elle acquiesce, nous faisant part de son expérience face au sexisme, de ceux qui critiquaient son ascension politique "trop rapide pour être honnête" ou des barons locaux qui ne s'imaginent pas battus par une jeune femme à une élection (ce qu'elle a pourtant réussi à faire dans une intercommunalité). **Nous tenons également à souligner que malgré cette bonne volonté, Nicolas Dupont-Aignan use et abuse du terme "viol" pour qualifier par exemple le vote référendaire de 2005, ou son absence au Grand Débat. Nous souhaitons rappeler que les mots ont un sens, et que ces abus doivent cesser.**

Santé des femmes et retraite

La prise en compte pour un candidat classé "à droite" de problématiques comme le maintien sur le territoire et de financements de soins spécifiques aux femmes (gynécologie, IVG...) et la prévention dans les lycées attire aussi notre attention, tout comme la protection des conjointes retraitées de commerçants, artisans et agriculteurs, sujet douloureux pour des femmes qui travaillaient depuis les années 1970-1980 (sans protection juridique à l'époque) avec leur mari et que leur décès ou une séparation laisse démunies dans le troisième âge. Nous tenons à souligner que parmi tous les programmes, il s'agit du seul qui s'intéresse à cette dernière question.

Conclusion générale

Pour conclure, nous sortons plutôt agréablement surpris de notre entretien, car certaines questions sont prises avec sérieux (harcèlement, violences, égalité salariale, IVG, retraites...) bien que parfois un peu légères sur leur mise en oeuvre concrète (à mettre en parallèle avec plusieurs candidats à la primaire de gauche qui par exemple sur les inégalités de salaires prévoyaient un dispositif chiffré très précis). Nous regrettons également que le sujet des stéréotypes de genre ne soit pas traité, pas plus que la parité. Sur ce dernier point, Anne Boissel entend notre proposition de binômes femmes-hommes par circonscription aux élections législatives et nous rétorque que dans son territoire, la réforme par binôme des départementales est un échec car certaines femmes ont été trouvées à la dernière minute par les partis pour garnir les listes. Nous lui rétorquons que le problème réside davantage dans le fait que la réforme a été précipitée et qu'avec plusieurs années de travail en amont, les partis auraient pu trouver les femmes compétentes et motivées pour se présenter, qu'il existe toujours une hésitation de certaines femmes à se lancer dans l'arène politique, par manque de temps ou par crainte, et que c'est aux nouvelles générations de se mobiliser, notamment par l'éducation et l'information. Nous notons cependant qu'en 2012, le parti de Nicolas Dupont-Aignan était le seul à souffrir de pénalités financières pour avoir présenté trop de femmes aux élections, et que c'était un bon point quand on voit qu'actuellement les "grands" partis sont loin d'avoir investi 50 % de femmes.

2. Programme de Marine Le Pen et compte-rendu de la rencontre avec son équipe – 11 avril 2017

Les propositions de Marine Le Pen sont les suivantes :

- Plan national pour l'égalité salariale femme-homme
- Lutter contre l'islamisme qui fait reculer les libertés fondamentales des femmes
- Lutter contre la précarité professionnelle et sociale des femmes

L'avis de Politiqu'elles sur le programme de Marine Le Pen et compte-rendu de la rencontre avec Marie-Amélie Dutheil de la Rochère

Nous avons rencontré Marie-Amélie Dutheil de la Rochère, ancienne collaboratrice parlementaire de Florian Philippot.

Notre interlocutrice nous précise dès le début de notre entretien que **le principal problème qui empêche l'égalité entre les femmes et les hommes réside dans les choix politiques et économiques pris ces dernières décennies, en particulier l'adhésion à l'Union européenne et à des traités internationaux « imposés aux peuples »** (par exemple le TAFTA), qui, selon elle, tirent les salaires vers le bas, dérèglementent à tout-va et précarisent la population, a fortiori les femmes, qui sont plus vulnérables.

Parité politique

Par rapport à l'élection de 2012, nous notons certaines évolutions dans le discours de la candidate. Si lors de la campagne de ce dernier scrutin, **elle fustigeait les lois sur la parité, estimant que la promotion des femmes ne doit se faire qu'au mérite, Marie-Amélie Dutheil de la Rochère nous précise que Marine Le Pen ne souhaite pas revenir sur la loi de 2000 sur la parité, envisageant même de la conserver pour le retour à un scrutin proportionnel (donc établi sur des listes alternant un homme et une femme) à l'Assemblée nationale.**

Santé des femmes

Concernant l'avortement, **la candidate a également fait évoluer son discours par rapport à 2012, ne dénonçant plus les « avortements de confort »**. Toutefois, nous n'avons pas pu obtenir de réponse claire sur les divisions entre la ligne « traditionnelle » et la ligne « moderne » au sein du FN sur ce sujet : nous avons bien compris que seul prévaut le programme de Marine Le Pen mais **nous restons dubitatifs sur l'hypothèse, par exemple, qu'aurait eu Marion Maréchal Le Pen d'accéder à la présidence de la région PACA en 2015 et sur la politique qu'elle aurait tenu à l'égard du Planning familial** (ses positions étant différentes de celles de sa tante). **Le FN souhaite aussi**

revenir sur la loi concernant le délit d'entrave numérique à l'IVG (qui condamne les sites Internet faisant, sous couvert de conseils, de la propagande pour inciter les jeunes filles le souhaitant à ne pas avorter), y voyant une atteinte à la liberté d'expression. Lorsque nous rappelons que les **députés européens FN ont voté contre des lois féministes au Parlement européen, notre interlocutrice botte en touche, avant de nous expliquer que ces votes s'expliquent surtout parce que le FN considère que l'égalité femmes-hommes n'est pas une compétence européenne et que le parti ne veut pas légitimer cette prise de pouvoir sur le sujet.** Enfin, concernant les alliés parfois sulfureux et très radicaux du parti frontiste au Parlement européen, Marie-Amélie Dutheil de la Rochère considère qu'il s'agit surtout d'une convergence d'intérêts géopolitiques mais que le FN ne donne pas son avis sur ce que chacune de ces formations politiques propose nationalement.

Égalité salariale et professionnelle

Marine Le Pen souhaite revaloriser le minimum vieillesse, mesure qui bénéficierait notamment aux retraitées et aux veuves, note notre interlocutrice. Mais **la teneur réelle des quelques propositions concrètes, en particulier le plan d'égalité salariale, nous échappe encore** : à la différence d'autres candidats, nous ne notons pas de mesure spécifique pour la mettre en oeuvre (contraintes financières ? « name and shame » ? label spécifique pour les entreprises respectueuses ?). Nous notons juste que Marine Le Pen veut « à travail égal, salaire égal ». D'autres mesures sont envisagées, comme **rapprocher de leur domicile les mères seules travaillant loin.** Concernant le congé parental, Marine Le Pen ne souhaite pas le partager équitablement entre hommes et femmes, considérant que ce ne serait pas faisable facilement, les mères le demandant davantage. Marie-Amélie Dutheil de la Rochère regrette cependant que la grossesse soit souvent un frein aux carrières féminines et que des femmes voient leurs perspectives réduites quand entre 20 et 35 ans leur potentiel employeur refuse de signer un contrat en imaginant que leur employée risque à un moment de partir en congé maternité.

Si Marine Le Pen est élue, quelles relations avec les associations féministes ?

Le FN étant régulièrement critiqué par la quasi-totalité des associations féministes, notamment par rapport à ses discours concernant l'avortement, son arrivée au pouvoir rendrait compliqué toute collaboration avec les personnalités qui oeuvrent sur le terrain pour promouvoir l'égalité femmes-hommes. **Marie-Amélie Dutheil de la Rochère ne semble pour sa part pas vraiment inquiète, notant que dans les villes gérées par le FN, les associations, après avoir été réticentes, travaillent bon-an mal-an avec les maires frontistes même si elles ne le font pas forcément savoir.**

Nous relevons cependant que dans plusieurs villes, des subventions associatives ont été réduites. Notre interlocutrice ne pense pas que Marine Le Pen conserverait un ministère des Droits des femmes, celle-ci s'étant engagée à diriger un gouvernement resserré ; mais elle imagine continuer à travailler avec les fonctionnaires qui travaillent actuellement sur ce sujet, par exemple avec une délégation interministérielle.

Politiqu'elles rappelle pour sa part l'importance d'avoir un ministère dédié : au-delà la visibilité nécessaire à tous les combats féministes qu'un ministère offre, le budget et le travail de terrain ne peuvent s'orchestrer qu'à partir d'une administration forte et qui ne dépend pas d'une sous-direction et d'une pléthore de ministères.

Violences contre les femmes et laïcité

Sur le sujet des violences faites aux femmes, **le FN veut améliorer l'efficacité des mesures pénales existantes et développer la prise en charge des femmes battues par leur conjoint**. Rapidement, le sujet amène **notre interlocutrice à nous parler de l'islamisme**, bien que nous lui rappelons que les violences contre les femmes ne sont pas cantonnées à une communauté religieuse en particulier. Elle évoque alors **l'« idéologie islamiste communautariste »**, proposant notamment **d'étendre à l'espace public la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux dans les établissements scolaires**. Si Politiqu'elles condamne évidemment tous les propos et actes contraires à l'égalité femmes-hommes que prêchent certains imams radicaux et constatons dans certains territoires des comportements sociaux prosélytes, **nous ne pensons pas qu'interdire dans l'espace public les signes religieux soit une solution. Interdire tout signe religieux dans la rue ne peut se faire au nom de la « laïcité », la loi de 1905 ayant été conçue pour organiser la liberté du culte et non pour abolir la religion de la sphère publique**. Par ailleurs, comment dans un contexte terroriste fort avec un nombre de policiers insuffisant, assigner aux forces de l'ordre comme priorité la tâche de verbaliser une femme portant un voile ou un homme une kippa dans la rue ?

Prostitution

Concernant la prostitution, le FN ne souhaite pas revenir sur la loi pénalisant les clients, **Marie-Amélie Dutheil de la Rochère estimant qu'il y avait auparavant une forme d'injustice à considérer la prostituée comme plus fautive que la personne qui demandait le service sexuel et faisait donc vivre ce marché**. Le parti veut démanteler encore davantage les réseaux de proxénètes mais à la question de savoir si il régularisait les femmes étrangères victimes de ces personnes en France, on nous répond qu'elles seraient reconduites à la frontière comme tous les immigrés clandestins.

Éducation

Opposée à l'introduction des études de genre à l'école, Marine Le Pen veut recentrer l'école sur les « savoirs fondamentaux » (français, mathématiques, histoire...). Pour notre interlocutrice, la mission de l'école primaire doit avant tout amener les élèves à atteindre un certain seuil de connaissances, la question de l'égalité femmes-hommes pouvant se fonder par la suite par exemple dans les cours d'éducation civique. **La lutte contre les stéréotypes de genre est de ce fait malheureusement négligée** alors qu'il nous semble, chez Politiqu'elles, nécessaire dès le plus jeune âge d'inculquer aux jeunes l'égalité entre toutes et tous pour prévenir des schémas de pensée sexistes qui peuvent conduire plus tard au harcèlement ou à la violence.

Nous terminons notre entretien en évoquant le fait que la seule femme qui dans les sondages semble en mesure de l'emporter à l'élection présidentielle est Marine Le Pen, chose paradoxale dans un parti historiquement très masculin et peu féministe. Notre interlocutrice semble s'en réjouir, notant que les lignes bougent et que cela renvoie les partis « de gouvernement » à une certaine ringardise.

Conclusion générale

Si nous notons qu'il existe quelques mesures économiques en faveur des femmes dans le programme de Marine Le Pen, nous regrettons cependant qu'elles ne soient pas davantage développées, tout comme il nous semble dangereux de se focaliser uniquement sur l'islam et de délaisser des problématiques liées aux stéréotypes de genre, tout comme d'autres sujets non évoqués (cybersexisme, conjointes d'artisans veuves se retrouvant sans pension fautes de dispositions légales à l'époque, augmentation des budgets de la santé, prévention...).

3. Programme de Emmanuel Macron et compte-rendu de la rencontre avec son équipe – 24 février 2017

Les propositions d'Emmanuel Macron sont les suivantes :

Égalité professionnelle

- Obligation pour les mairies de rendre publics les critères d'attribution des places de crèche et volonté d'effort massif de construction de places de crèche.
- Individualisation de l'impôt sur le revenu pour encourager le travail des femmes
- Défenseur des Droits aura pour mission d'organiser des contrôles aléatoires sur les politiques salariales et de ressources humaines et de rendre publics les résultats (name & shame)

Congé parental

- Création d'un congé maternité unique pour toutes les femmes, indépendamment de leur statut

Santé des femmes

- Défense du droit à l'IVG

Violences contre les femmes

- Campagne nationale au début du quinquennat pour sensibiliser au sujet du harcèlement et des violences faites aux femmes.
- Augmentation des amendes pour incivilité pour que le harcèlement ne soit plus toléré dans l'espace public
- Généralisation du téléphone d'alerte pour secourir plus rapidement les victimes de violence

Parité et sexisme en politique

- Parité dans les nominations des grands postes de l'Etat

L'avis de Politiqu'elles sur le programme d'Emmanuel Macron et compte-rendu de la rencontre avec Marlène Schiappa et Axelle Teyssandier

24 février 2017

Rencontre avec l'équipe d'Emmanuel Macron (En Marche!)

En raison de conflits d'agenda, notre rendez-vous en petit comité avec l'équipe d'Emmanuel Macron, à savoir, Marlène Schiappa, Axelle Teyssandier et la Sénatrice Bariza Khiari, prévu début avril a été annulé.

Nous avons néanmoins été conviés en février à une réunion de présentation du programme égalité femmes-hommes du candidat Emmanuel Macron, en présence d'autres responsables associatifs et personnalités de la société civile.

La rencontre a commencé par un large tour de table des participants présents. La rencontre s'est ensuite suivie par la présentation du programme égalité femmes-hommes du candidat En Marche sous trois axes: les violences contre les femmes, l'égalité professionnelle et le sexisme en politique. Nous tenons à souligner que ces propositions ont évolué avant la validation et la publication définitive du programme faite en mars.

Violences contre les femmes

Cette première partie sera la partie la plus longue de la réunion. En effet, les interactions avec les responsables associatifs ont été importantes à la suite de la présentation des propositions suivantes:

- Volonté de faire des violences contre les femmes une grande cause nationale du quinquennat d'Emmanuel Macron - à l'instar de la campagne contre l'insécurité routière de la présidence Jacques Chirac
- Augmenter l'amende pour incivilité contre les femmes dans la rue
- Généralisation du téléphone d'alerte

L'équipe En Marche! souhaite **lutter contre le sexisme et les violences contre les femmes par une campagne de communication de grande ampleur**, car l'arsenal juridique pour protéger les femmes existe déjà et qu'il n'est pas nécessaire d'en ajouter à ce stade. La volonté affichée de l'équipe est claire, celle de faire reculer les chiffres des violences faites contre les femmes, notamment les viols. Nous les interrogeons alors que le fait que les viols / violences ne sont pas toutes reportés à la police et que in fine une campagne de ce genre pourrait ne pas les faire reculer mais justement révélé la face immergée de l'iceberg des violences faites contre les femmes. L'équipe En Marche! nous répond qu'en effet, les chiffres pourraient augmenter, mais que cela témoignerait de la réussite de la campagne dans la libération de la parole. Un point manquant est le cybersexisme, que nous avons abordé avec une journaliste présente. Nous avons eu le sentiment que c'était une thématique peu comprise par l'équipe.

Nous sommes perplexes quant à l'augmentation de l'amende pour incivilité contre les femmes dans la rue, car le harcèlement de rue n'est pas systématiquement assimilable à une incivilité. En effet, les femmes dans la rue subissent des agressions sexuelles (main sur les fesses dans le métro par ex.). À cela l'équipe En Marche! répond que le plus important dans cette mesure est la dissuasion de commettre ces "incivilités".

Égalité professionnelle

- Création d'une délégation interministérielle (comme la DILCRA) pour avoir les moyens de lutter efficacement contre les discriminations faites contre les femmes.

Cette proposition est très intéressante, et recoupe ce que dit la Ministre des Droits des femmes actuelle, Laurence Rossignol, qui plaide pour que **les Droits des femmes soient un portefeuille adossé à celui du Premier ministre afin de permettre une action plus efficace**. Cela étant, **elle a complètement été remplacée dans le programme définitive du candidat, par le Défenseur des Droits, une autorité administrative indépendante (AAI) qui n'a aucun pouvoir coercitif**.

Sexisme politique

- Présentation du système d'investiture En Marche! pour les législatives, où le parti prétend présenter autant de femmes que d'hommes dans des circonscriptions gagnables

L'équipe En Marche! présente son système de CNI pour les législatives, où pour avoir une assemblée paritaire, le parti va présenter autant de femmes que d'hommes dans les circonscriptions gagnables par En Marche!

Pour nous, la véritable solution pour permettre la parité à l'Assemblée nationale est de baisser le nombre de députés, de procéder à un redécoupage des circonscriptions et de présenter un binôme femmes-hommes par circonscription. Tout d'abord, **En Marche! étant un nouveau parti, se réclamant ni de droite ni de gauche, nous ne sommes pas capables de comprendre dans quelle mesure seront définies les circonscriptions gagnables. L'équipe En Marche! a rétorqué lorsque nous leur avons posé la question qu'un algorithme créé par le parti déterminerait cela. Cela est difficilement auditable par nous à ce stade**.

Conclusion générale

Le programme égalité femmes-hommes d'Emmanuel Macron a évolué entre sa présentation aux associations et sa publication officielle. Nous regrettons ne pas avoir pu en discuter après sa publication finale. Cela étant, le candidat propose un bloc de mesures intéressantes sur l'égalité femmes-hommes, même si l'application et la pertinence de certaines demeurent floues. La défense du droit de l'IVG est simplement présentée, le candidat ne parle pas de constitutionnalisation de ce droit ou des moyens qu'il mettrait en oeuvre pour le défendre. L'alignement des congés maternités selon les régimes sociaux est une bonne mesure, mais ne s'intéresse pas au congé parental dans sa globalité et comment on inclut les hommes dans le partage des temps de vie. L'effort de construction des places de crèche proposé par Emmanuel Macron n'est pas chiffré. Le name & shame des entreprises ne respectant pas l'égalité femmes-hommes est une bonne mesure. Nous regrettons que l'idée de délégation interministérielle n'ait pas été maintenue dans le programme final. Emmanuel Macron

se dit féministe et souhaiterait qu'une femme soit Premier Ministre au début de son quinquennat. A noter que Emmanuel Macron annonce un gouvernement resserré et qu'il n'est pas certain que le portefeuille ministériel de l'égalité femmes-hommes soit maintenu.

Nous souhaitons également revenir sur **les propos d'Emmanuel Macron sur le fait qu'il "croit en l'altérité. La vraie altérité pour un homme, c'est la femme. (...) Je suis profondément féministe car j'aime ce qu'il y a d'irréductible dans l'autre qu'est la femme"**

Cette vision réduite de la supposée complémentarité de "la femme" et de "l'homme" relève d'une vision essentialiste du féminisme que nous ne partageons pas.

4. Programme de Benoit Hamon et compte-rendu de la rencontre avec son équipe –11 janvier 2017

Les propositions de Benoit Hamon sont les suivantes :

Égalité professionnelle

- Mobilisation des partenaires sociaux pour aboutir à des accords revalorisant les rémunérations des métiers majoritairement occupés par des femmes
- Contrôle et sanctions contre les entreprises n'appliquant pas l'égalité salariales et Name & Shame des entreprises concernées
- Création d'un service public de la petite enfance pour que les jeunes parents (notamment les mères isolées)

Santé des femmes

- Augmentation du nombre de centres de planification familiale et de structures pratiquant des IVG

Parité politique

- Augmentation des amendes infligées aux partis en cas de non respect de la parité lors des élections

Prostitution

- Accorder aux femmes étrangères victimes du système de la prostitution des papiers et un logement

Violence contre les femmes

- Création de 4500 places d'hébergement spécialisé. Plaintes mieux traitées, poursuites systématiques et délais de justice réduits. Priorité nationale du mandat de Hamon
- Pour lutter contre le sexisme, doublement des moyens à disposition du ministère des Droits des femmes
- Création d'un corps anti-discriminations

L'avis de Politiqu'elles sur le programme de Benoit Hamon et compte-rendu de la rencontre avec Laura Slimani et Hella Kribi-Romdhane

NB : cette rencontre a eu lieu lors de la primaire de la Belle alliance populaire, mais son contenu reste pertinent – le programme sur l'égalité femmes-hommes n'ayant pas changé (excepté le revenu universel)

Rencontre le 11 janvier avec **Laura Slimani et Hella Kribi-Romdhane**. La première est l'ancienne présidente des Jeunes socialistes et estime que c'est par le féminisme qu'elle est arrivée en politique ; elle est engagée politiquement à Rouen. La seconde, qui a aussi milité au MJS, est l'ancienne vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France, où elle était chargée de la formation sous le mandat de Jean-Paul Huchon ; elle est engagée à Massy. Nos deux interlocutrices insistent d'abord sur le fait que contrairement à d'autres équipes de campagne, il n'y a pas dans l'équipe de Benoît Hamon de personnalité qui se charge spécifiquement des droits des femmes. Elles alimentent cela dit le candidat en notes et un projet sur le sujet est intégré au programme du candidat mais elles considèrent que **l'égalité femmes/hommes est un sujet transversal** à l'économie et aux politiques sociales et qu'il ne peut pas être traité séparément.

Elles présentent le candidat Hamon sous le prisme de la modernité, avec des pratiques nouvelles, à la différence, sous-entendu, des autres candidats. Si elles se félicitent **de progrès réalisés durant le quinquennat** (loi cadre du 4 août 2014 de Najat Vallaud-Belkacem, développement du congé paternel, loi sur la prostitution...), elles **regrettent l'instauration de la loi Travail portée par Myriam El Khomri, qui selon elles précarisent davantage les femmes** ; par ailleurs, **la loi de François Rebsamen de 2013 avec des visées simplificatrices a supprimé des dispositions favorisant l'égalité salariale**. Elles regrettent également le recul du gouvernement sur les ABCD de l'égalité, qui visaient à lutter contre les stéréotypes de genre à l'école.

Le programme de Benoît Hamon s'ancre donc pour elles dans **une lutte contre la précarité** que le système économique actuel engendre ; être féministe induit donc de réformer cela car les femmes doivent souvent jongler entre obligations familiales et professionnelles (d'autant plus pour les mères célibataires), et que trouver une nourrice relève parfois du parcours du combattant. C'est pourquoi, notent-elle, **il propose la création d'un service public de la petite enfance, ce qui serait aussi un gain économique car il permettrait aux femmes d'avoir plus de libertés pour travailler**. Dans la même logique, la mesure phare de Benoît Hamon, **le revenu universel**, permettrait à certaines de pouvoir exercer du travail à temps partiel sans être économiquement précaires.

Laura Slimani et Hella Kribi-Romdhane abordent ensuite la question des violences faites aux femmes et la nécessité de développer les centres d'hébergement d'urgence. D'autre part, notant que des régressions risquent d'arriver avec François Fillon et Marine Le Pen, elles rappellent qu'il est important de **protéger le Planning familial**. Nous nous félicitons donc qu'elles prennent en compte **la nécessité de donner des moyens aux organismes de défense de l'égalité femmes/hommes** (comme au niveau local, avec

par exemple l'Observatoire Hubertine Auclert), en particulier le ministère des Droits des femmes, dont le budget serait doublé grâce aux amendes des partis qui ne respecteraient pas la loi sur la parité aux élections législatives.

Terminant notre entretien sur le sujet du harcèlement, notamment la nécessité de lutter contre le *revenge porn* et le *slut shaming*, **nous saluons l'originalité du programme de Benoît Hamon en matière d'imbrication économie-égalité femmes/hommes, qui prend en compte des problèmes de structure et pas seulement des questions (cela dit on ne peut plus nécessaires) de parité.**

5. Programme de Nathalie Arthaud et compte-rendu de la rencontre avec son équipe – 18 mars 2017

L'avis de Politiqu'elles sur le programme de Nathalie Arthaud et compte-rendu de la rencontre avec Geneviève Reimeringer

Rencontre avec l'équipe de Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière)

Nous avons rencontré Geneviève Reimeringer, professeure d'histoire-géographie et candidate aux législatives. Elle s'est engagée à Lutte ouvrière lorsqu'Arlette Laguillier était sa porte-parole et se définit clairement comme communiste et féministe. Elle nous a remis plusieurs documents programmatiques, où est précisé que **"la lutte contre l'oppression des femmes fait partie de notre combat de militants communistes et révolutionnaires"**. LO se félicite d'être le premier parti à avoir présenté une femme à l'élection présidentielle, en 1974, et se place dans la filiation des mouvements féministes qui se sont battus pour obtenir le droit de vote ou le droit à l'avortement. **Les quelques lignes consacrées à l'égalité femmes-hommes visent surtout à mettre en garde contre les risques de régression (notamment sur le droit à l'avortement) ou encore à déplorer que le patronat n'applique pas les règles d'égalité salariale afin de tirer les salaires vers le bas.**

Lors de notre entretien, nous commençons par nous étonner de **ne pas lire dans le projet de Nathalie Arthaud de mesures spécifiques concernant l'égalité femmes-hommes**, et même en général faisons remarquer qu'il s'agit davantage d'un manifeste idéologique que d'un programme architecturé avec des propositions précises sur la plupart des sujets que traitent les autres candidats. La représentante de Nathalie Arthaud nous explique alors que LO ne souhaite pas faire un "catalogue de mesures" comme leurs adversaires, faisant remarquer qu'elles servent surtout à se souvenir après les élections de quelle manière elles ont été trahies. La candidate étant anticapitaliste, elle ne souhaite pas se fondre dans le système politique "bourgeois" de la Ve République mais, dans la tradition des théoriciens marxistes, changer la politique en profondeur et voir à terme advenir une société sans État. **Les questions traditionnelles que nous posons aux équipes de campagne ont dès lors moins d'intérêt** : le parti n'est par exemple pas contre la parité mais étant donné qu'il critique le système représentatif avec un président, un gouvernement et des députés, il fait remarquer qu'elle n'aurait guère de sens dans la société communiste idéale où il n'y aurait plus de personnalités politiques en tant que telles, hommes et femmes, où la classe ouvrière dans son ensemble serait unie.

Égalité professionnelle

En attendant le Grand soir, Nathalie Arthaud propose cependant quelques mesures économiques fortes : **interdiction des licenciement, salaire minimum à 1800**

euros/net par mois et prise de contrôle du capital des grandes entreprises. Ces trois piliers permettraient alors, puisqu'ils s'appliqueraient autant aux hommes qu'aux femmes, de faire **disparaître à terme les inégalités dans le monde professionnel, de soutenir les mères isolées et de permettre en général l'émancipation des individus.**

Violences contre les femmes et santé des femmes

Notre interlocutrice reconnaît cependant qu'il s'agit de mesures prioritaires mais pas suffisantes et que la réduction des inégalités économiques ne permet pas de lutter contre les violences faites aux femmes, de réduire les stéréotypes de genre, etc. Elle cite sa propre expérience d'enseignante en notant le faible nombre d'infirmiers-ères dans le cadre scolaire, de la nécessité d'évoquer en cours l'histoire des peuples opprimés et des femmes, ou encore son attention portée au maintien des budgets des centres de Planning familial. "Rien n'est acquis et il faut continuer le combat" nous dit-elle.

Sexisme politique

Quant au sexisme en politique, elle confirme qu'il existe dans le milieu ouvrier comme partout ailleurs mais que beaucoup de progrès ont été faits depuis les débuts politiques d'Arlette Laguillier. Au sein du parti, LO organise des conférences et publie des brochures, certaines portant sur le féminisme, et fait attention à ce qu'il n'y ait pas de tâche sexuée dans son fonctionnement ou dans ses actions de terrain.

Laïcité

Sur le sujet de la **laïcité**, Geneviève Reimeringer nous explique qu'il rejoint **le combat communiste pour sortir les gens de la religion mais qu'il n'implique pas de stigmatiser les croyants ou de se servir de ce thème pour exprimer des opinions xénophobes.** Sur le sujet du voile par exemple, elle nous rappelle qu'on ne peut pas le défendre et en même temps militer pour l'émancipation de la femme, que ce vêtement symbolise une pudeur qu'on oblige ou auxquelles s'obligent les musulmanes, se basant sur des règles religieuses mises en place par des hommes et ne se basant que sur le regard des hommes. Cela étant dit, LO s'engage à défendre toutes les travailleuses et ne s'occupe pas des religions des personnes en tant que telles quand il faut sauver des emplois. Elle nous rappelle également que **toutes les religions ont des tendances à réduire la place des femmes au foyer et s'alarme de la vision défendue par la Manif pour tous ou Sens commun.**

Prostitution

Concernant la prostitution, LO ne critique pas individuellement les travailleuses du sexe mais ne peut soutenir un système prostitutionnel basé sur un échange marchand, avec un dominé qui possède un capital et l'utilise vis-à-vis de femmes qui pour leur grande majorité n'ont pas choisi ce métier et sont exploitées par des

proxénètes, notant au passage l'hypocrisie des gouvernements successifs qui ne se démènent pas assez pour lutter contre les réseaux.

Conclusion générale

En définitive, cette rencontre, bien qu'intéressante sur le débat d'idées, nous semble un peu à côté de ce qu'attendent les Françaises et Français en termes d'égalité femmes-hommes. Nous comprenons que le combat anticapitaliste soit primordial dans la logique communiste de Nathalie Arthaud mais sur le sujet spécifique des droits des femmes, il aurait été nécessaire que des propositions précises soient formulées. **Nous entendons bien que cela ne fait pas de la candidate quelqu'un qui ne défend pas les droits des femmes mais nous avons l'impression que le sujet est à ce stade mis de côté et que LO privilégie la protestation aux propositions.**

6. Programme de Jean-Luc Mélenchon et compte-rendu de la rencontre avec son équipe – 25 mars 2017

Les propositions de Jean-Luc Mélenchon sont les suivantes :

NB : cette liste est non exhaustive. Le programme incluant le livret de l'égalité est disponible sur notre site internet

Congé parental

- Favoriser des congés parentaux de durée identique entre les parents.

Lutte contre le sexisme

- Imposer l'égalité de conditions entre les femmes et les hommes dans les institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives
- Loi de lutte contre le sexisme
- Garantir l'égalité entre le sport féminin et masculin, y compris en matière de diffusion à la télévision

Égalité professionnelle

- Étendre à toutes les entreprises l'obligation d'adopter un plan ou un accord d'entreprise contre les inégalités de salaires et de carrière entre hommes et femmes, aujourd'hui limitée aux entreprises de plus de 50 salariés
- Refonte du système fiscal pour remplacer le quotient familial actuel par un crédit d'impôt par enfant et mettre fin au quotient conjugal
- Augmenter les sanctions financières et pénales contre les entreprises qui ne respectent pas cette égalité, pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'accès aux marchés publics
- Revaloriser les métiers occupés majoritairement par des femmes (qualifications, grilles salariales...) et agir pour l'égal accès à toutes les formations et à tous les métiers
- Lutter contre le temps partiel qui précarise les femmes

Santé des femmes

- Constitutionnalisation du droit à l'IVG
- Généraliser le Planning familial dans ses missions de formation et d'éducation pour la contraception et le droit à l'avortement

Laïcité

- Refuser de rencontrer d'État à État ceux qui obligent nos ministres femmes à porter des accoutrements contraires à la dignité républicaine

Prostitution

- Abolition de la prostitution

L'avis de Politiqu'elles sur le programme de Jean-Luc Mélenchon et compte-rendu de la rencontre avec Delphine Beauvois

Nous avons rencontré **Delphine Beauvois, institutrice et militante du mouvement de Jean-Luc Mélenchon. Auteure de littérature jeunesse, elle a coordonné avec Pablo Seban le groupe de travail qui a rédigé le livret du programme de Jean-Luc Mélenchon « Égalité femmes – hommes : abolir le patriarcat »**. Il débute sur un constat, « la domination masculine » : les violences contre les femmes sont toujours élevées dans le monde et les législations opèrent parfois des régressions (par exemple aux États-Unis avec les arrêtés Trump sur l'IVG ou les femmes victimes de viols en zone de guerre au Moyen-Orient), notant qu'en France l'austérité budgétaire aboutit à fermer des centres IVG, que les lois concernant le travail précarisent davantage les femmes, que les stéréotypes sexistes restent présents et que la parité, malgré des progrès, est loin d'être atteinte.

Au début de notre échange, Delphine Beauvois reconnaît que la quasi-totalité des personnalités politiques se revendiquent féministes (car il serait impossible d'être élu en proclamant le contraire) mais dénonce une facilité de langage alors que le programme derrière, lui, ne suit pas toujours. Elle appelle donc à être vigilant sur le concret et l'étendue des propositions.

Laïcité

Les premiers échanges ont porté sur la laïcité, notre interlocutrice dénonçant **l'instrumentalisation de ce sujet par l'extrême droite**. Elle reconnaît qu'il est nécessaire que le sujet religieux reste de l'ordre de la sphère privé mais critique le fait qu'elle puisse servir aujourd'hui à stigmatiser les musulmans. Le discours de la France insoumise est que **les religions monothéistes sont par essence toutes patriarcales et que les déclarations du pape sur l'IVG ou que l'accès différencié des femmes au Mur des Lamentations en Israël pose autant problème que les déclarations d'islamistes**. Cela ne doit néanmoins pas servir à instrumentaliser le sujet de la religion contre seulement l'islam car les religions ne sont selon elle essentiellement pas féministes. Jean-Luc Mélenchon défend ainsi des positions laïques. **Elle nous précise qu'il faudrait également se pencher sur les débats internes au féminisme musulman, où des intellectuelles agissent. La question du port du voile a par ailleurs selon notre interlocutrice davantage crispé la société (conduisant peut-être certaines femmes musulmanes à le porter par soutien), au lieu d'avoir un débat apaisé sur le sujet.**

Prostitution et GPA

Concernant la prostitution, Delphine Beauvois reconnaît que certaines femmes peuvent vouloir se prostituer librement mais note que la majorité sont des victimes du système prostitutionnel et qu'à ce titre l'État doit s'engager à détruire les réseaux et traquer les proxénètes. Leur trouver des logements pour les réinsérer socialement et régulariser les sans-papiers victimes de ces trafics doit aussi être une priorité. **Le problème de la prostitution réside également selon elle dans le rapport marchand (inégal d'ailleurs, la prostituée étant très souvent dans un besoin financier urgent), avec l'idée que le corps des femmes peut être acheté, ce qui peut à terme accroître les comportements sexistes.** Cette idée de lutter contre la marchandisation des corps se retrouve également dans la proposition de Jean-Luc Mélenchon de s'opposer à la GPA, mais partant d'une posture d'émancipation de la société et pas seulement « morale » comme peuvent l'être les anti-GPA de la droite radicale. Le candidat ne veut cependant pas s'opposer à la reconnaissance des enfants nés par GPA à l'étranger pour ne pas les pénaliser, eux. Il s'engage par ailleurs à ouvrir la PMA pour toutes les femmes.

Égalité professionnelle

Au sujet de l'égalité professionnelle, si La France insoumise n'est pas en désaccord avec les avancées de la loi Copé-Zimmermann (qui installe un quota de femmes dans les conseils d'administration), **le mouvement regrette que les femmes qui arrivent à ces statuts restent une minorité qui dispose de certains avantages (notamment de pouvoir faire aisément garder leurs enfants) et que la réalité du monde du travail des employées est beaucoup plus précaire.** Pour améliorer cette égalité, il faut selon le candidat augmenter le nombre d'inspecteurs du travail ou encore aider les entreprises de moins de 50 salariés à la mettre en place (en-dessous de ce seuil, il n'y a pas d'obligation) : cela dit, il ne faut pas être uniquement dans la sanction à leur égard mais dans l'éducation, afin que ces avancées se fassent de la meilleure manière possible. **Les entreprises qui souhaitent accéder aux marchés publics devraient, elles, être exemplaires si elles veulent emporter le contrat.**

Les petits boulots attirent également l'attention du leader de la France insoumise. **Le métier de caissière par exemple, mécanique et éreintant, est la plupart du temps exercé par des femmes et les entreprises parfois trichent.** Delphine Beauvois cite à ce titre l'exemple d'une caissière dont le temps de travail quotidien a été établi à quelques minutes en dessous d'un certain seuil, uniquement pour lui retirer un quart d'heure de pause déjeuner. D'autres par ailleurs (notamment dans les entreprises de nettoyage) cumulent plusieurs temps partiel pour éviter que le même employeur aient des obligations supplémentaires si il l'embauchait à temps plein. Pour Jean-Luc Mélenchon, ce cynisme doit cesser et il faut sanctionner les entreprises qui trichent en n'embauchant qu'avec ces temps partiels. Il veut également que **la formation soit davantage tournée vers les femmes, les chiffres montrant qu'elles bénéficient et utilisent moins ces dispositifs que les hommes.**

Congé parental

Du point de vue des congés parentaux, Delphine Beauvois nous cite une étude de Jacques Généreux (économiste) sur le sujet. Il ne faut pas que ce dispositif pénalise les femmes, ce qui peut avoir un coût sur leur carrière. Jean-Luc Mélenchon souhaite donc plus d'investissement des pères, en permettant notamment que les dispositifs leur soient davantage accessible afin qu'ils prennent leur part dans l'éducation de leur enfant. **Cela permettrait également à terme de réduire la discrimination à l'embauche**, un employeur pouvant rechigner à embaucher une jeune femme sans enfant, imaginant qu'elle tombera à un moment enceinte et utilisera seule son congé parental.

Sexisme et stéréotypes

La lutte contre les stéréotypes de genre apparaît clairement dans le programme de Jean-Luc Mélenchon. Il propose notamment de davantage former les professionnels de l'éducation (les professeurs mais également le personnel administratif, de service...), plusieurs études montrant que les filles ne sont pas notées de la même façon que les garçons. Il faudrait par ailleurs **lutter contre les stéréotypes véhiculés dans les manuels scolaires, développer le recours aux jouets non genrés dans les petites classes, déconstruire la représentation sexuée des métiers de l'éducation nationale** (la plupart des enseignants du primaire sont des femmes). Reconnaisant un mérite à la droite, Delphine Beauvois rappelle que **l'éducation sexuelle a été mise en place par le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel mais qu'il faudrait maintenant la développer et lui donner un caractère obligatoire**, en particulier pendant la puberté afin de faire comprendre ce qu'est « faire l'amour » et de ne pas laisser les jeunes avec comme seul référentiel la pornographie, où trop souvent une sexualité violente est véhiculée. Cette lutte contre les stéréotypes est donc pour le candidat un enjeu majeur, et veut lutter contre également dans d'autres sphères de la société, comme les médias.

Santé des femmes

Le candidat souhaite **constitutionnaliser le droit à l'IVG, instaurer un centre IVG par hôpital et permettre aux femmes de choisir le mode d'avortement**. Ces propositions vont de paire avec celle de mettre en place des centres de santé pluri-professionnels sur tout le territoire, afin notamment de lutter contre les difficultés d'obtenir un rendez-vous dans les déserts médicaux (milieux ruraux et banlieue). Delphine Beauvois nous cite en exemple la « Case santé » de Toulouse, dans un quartier populaire, qui a une approche collective de la médecine, un modèle dont elle propose de s'inspirer.

Nous souhaitons enfin aborder la question des gouvernements étrangers que Jean-Luc Mélenchon prend en exemple ou dont il entend s'inspirer, même si nous comprenons bien qu'il ne souhaite pas copier chaque politique et qu'il a son propre programme. **Nous prenons l'exemple de Cuba ou du Venezuela, pays qui, si l'on se limite à ne parler que des droits des femmes, restent encore marqués par une forte**

culture militaire et patriarcale (en dehors de quelques personnalités féminines mises en avant, comme la nièce de Fidel Castro, qui a oeuvré pour les droits LGBT) et dont la plupart des postes dirigeants sont trustés par des hommes. Nous n'obtenons pas d'autre réponse que celle que Jean-Luc Mélenchon utilise dans les médias, à savoir les problèmes causés dans ces pays-là par l'agressivité des États-Unis et les spécificités locales qu'il ne prétend pas importer en France et qu'il n'approuve pas dans leur totalité.

Parité politique

Nous terminons notre entretien par le sujet de la parité, Jean-Luc Mélenchon **la souhaitant parfaite à l'Assemblée (ce que permettrait le retour au scrutin proportionnel) et aussi au gouvernement, en notant (ce qui nous semble particulièrement important) qu'elle devrait être également appliquée dans les fonctions régaliennes,** le gouvernement Cazeneuve comptant actuellement autant de femmes que d'hommes mais aucune aux postes régaliens. Concernant le scrutin actuel pour les élections législatives, notre interlocutrice reconnaît les difficultés d'investir autant de femmes que d'hommes en prenant également en compte les circonscriptions réputées plus favorables (où généralement les partis envoient majoritairement des hommes) mais note la bonne volonté de Jean-Luc Mélenchon sur ce sujet.

Conclusion générale

En définitive, **le projet de Jean-Luc Mélenchon nous semble un des plus complets de la campagne.** Il part de constats clairs concernant les problèmes actuels empêchant l'égalité entre les femmes et les hommes dans toute la sphère de la société et propose des choses concrètes, autant au niveau professionnel que politique, de la sphère privée et d'émancipation des individus. Nous regrettons simplement le sujet de la laïcité, qui n'y est guère évoqué même si nous en avons parlé lors de notre entretien (à titre d'exemple, Lutte ouvrière, beaucoup plus à gauche, est davantage militant sur le sujet et s'implique contre le communautarisme religieux). **C'est également l'un des rares programmes qui utilisent les mots "féminisme" et "patriarcat".**

7. Programme de François Fillon et compte-rendu de la rencontre son équipe – 15 novembre 2016

Les propositions de François Fillon sont les suivantes :

Mères isolées

- Favoriser l'accès prioritaire aux crèches et aux logements sociaux pour les femmes isolées.

Santé des femmes

- Abrogation du délit d'entrave à l'IVG si élu président de la République

Laïcité et lutte contre l'islamisme

- Supprimer les aides publiques aux associations ne respectant pas l'égalité "homme/femme"
- Aider les associations de mères qui luttent dans les quartiers contre la radicalisation de leurs enfants

Parité politique

- Gouvernement paritaire
- Tolérance zéro pour le sexisme politique en mettant en place une politique pénale pour exclure de son mandat et rendre inéligible tout élu ou membre de l'exécutif en cas de condamnation pour harcèlement sexiste ou agressions sexuelles

Violences contre les femmes et les enfants

- Lutte contre l'accès des mineurs aux sites et vidéos pornographiques / développer l'hbergement d'urgence à destination des femmes victimes de violences / Sanctionner d'une amende aggravée toutes les incivilités commises à l'égard des femmes dans l'espace public et les transports en commun (insultes, harcèlement de rue...).

L'avis de Politiqu'elles sur le programme de François Fillon et compte-rendu de la rencontre avec Muriel Réus, responsable des Femmes avec Fillon

NB : cette rencontre a eu lieu lors de la primaire de la droite et du centre, mais son contenu reste pertinent – le programme pour les Femmes de François Fillon n'a pas changé

Nous avons assisté le mardi 15 novembre à la présentation des propositions du programme de François Fillon concernant les femmes. Ces propositions ont été présentées par les membres des "Femmes avec Fillon" dont la présidente Muriel Reus. **Le candidat à la présidentielle a axé son programme sur 5 axes majeurs : les mères isolées, la lutte contre les violences faites aux femmes, la lutte contre l'islam radical, la protection des enfants contre les violences et l'égalité « homme-femme » (sic).**

À la suite de la conférence de presse, nous avons pu rapidement rencontrer Muriel Reus, pour approfondir les propositions qui nous avaient été présentées. En effet, certaines idées manquaient de concret et nécessitaient d'être approfondies. La présentation a présenté beaucoup de généralités « appliquer une tolérance zéro contre le sexisme », et la couverture presse de l'événement montre que peu de médias se sont intéressés aux propositions. Ils ont tous couvert la présence de Penelope Fillon, l'épouse du candidat, qui ne souhaitait pour autant pas prendre la parole d'elle-même. En outre, aucun homme n'était présent pour présenter ce programme, malgré la présentation faite d'un mouvement pas exclusivement féminin. François Fillon était absent.

La discussion avec Muriel Reus a porté sur l'existence du mouvement Les Femmes avec Fillon, très mis en avant dans la communication du candidat. C'est un réseau de 75 comités de femmes répartis sur le territoire. Muriel Reus ne savait pas si le Ministère des Droits des femmes serait maintenu par François Fillon, s'il accédait à la présidence de la République. Cela étant, le candidat Fillon n'aura que 14 ministres et les présentera tout de suite après avoir été investi à la primaire.

Nous avons interrogé Muriel Reus sur la présence d'un bloc entier des « enfants » dans un programme pour les femmes, voici la réponse qui nous a été donnée « Quand les enfants sont touchés par la violence, les femmes sont vulnérables. Il faut assurer un cadre sécurisant pour les femmes ».

Enfin, **nous déplorons les propos d'une intervenante lors de la conférence presse, qui a affirmé que l'on devait lutter contre les violences faites contre les enfants car cela « permettrait d'économiser 10 milliards d'euros ».** Nous avons choisi de souligner cet argument car il nous est insupportable sur le fond.

Globalement, nous relevons **l'organisation du mouvement des Femmes avec Fillon, mais déplorons l'absence de fond sur certains points non négligeables du programme.** Nous relevons l'absence de mention du cyber-sexisme dans ce

programme, alors qu'un bloc est pourtant réservé aux enfants avec une association enfants et femmes plus que discutable dans ce programme. Notre échange avec Muriel Reus était trop bref pour pouvoir réellement approfondir les points évoqués pendant la conférence de presse.

Conclusion générale

A la suite de la conférence de presse et lors de l'entre deux-tours de la primaire, nous sommes montés au créneau par voie de presse pour dénoncer les propos de François Fillon se disant contre le droit à l'IVG à titre personnel, tout en affirmant qu'il ne le remettrait pas en cause. Ce débat sur l'IVG s'est poursuivi il y a quelques semaines, lorsque **François Fillon s'est dit en faveur de l'abrogation du délit d'entrave à l'IVG, tout juste adoptée par le Parlement.**

Nous souhaitons à travers ce rapport manifester notre inquiétude quant à la santé des femmes et leur accès à l'IVG qui pourraient éventuellement être réduits si François Fillon accédait au pouvoir. À cela s'ajoute le fait qu'il soit soutenu par le mouvement **Sens Commun** très hostile aux droits des femmes en général.

Les rédactrices et rédacteurs de ce rapport :

Fatima EL OUASDI

Présidente de Politiqu'elles - Twitter : @FatiElo

Adrien DELAPORTE

Co-secrétaire de Politiqu'elles – Twitter : @AdrienDLPBR

Edwige GIRARD-CHAUVIN

Co-secrétaire de Politiqu'elles – Twitter : @edwige_grd

Pour nous écrire : contact@politiquelles.org